

infomat

Bulletin hebdomadaire

Le 31 juillet 1981

Programme des dépenses en immobilisations en 1981, Revue de la mi-année

Les estimations des dépenses en immobilisations prévues en 1981 se sont élevées par rapport à celles publiées le 27 mars 1981. D'après l'enquête de la mi-année, les dépenses en immobilisations prévues totaliseraient \$79,298 millions, en hausse de 3.6% sur les estimations précédentes (\$76,523 millions) et de 21.2% sur le chiffre de 1980 (\$65,412 millions). L'an dernier, l'augmentation a atteint seulement 12.1% sur les \$58,354 millions enregistrés en 1979.

Dans le cadre du programme, la construction indique un accroissement de 4.3% pour la catégorie non résidentielle sur la première estimation de 1981 et de 23.7% sur le chiffre de 1980. On observe aussi une poussée moins vive de 2.0% de l'habitation, qui dépasserait de 14.6% le total de 1980.

Les prévisions de la construction résidentielle s'élèvent à \$12,550 millions en 1981; elles sont fondées sur un faible report de l'activité de 1980 et sur un volume de travail établi en fonction de 180,000 mises en chantier. Le chiffre de 1980, soit \$10,949 millions, prenait en compte 159,000 mises en chantier, 197,000 mises en chantier. Les dépenses en immobilisations consacrées aux machines ont grimpé de 3.5% pour atteindre \$31,466 millions, ce qui représente une augmentation de 21.2% par rapport au niveau de 1980 (\$25,951 millions), qui dépassait à son tour de 15.3% le chiffre de 1979.

Le raffermissement de la mi-année a une incidence notable sur le secteur des affaires, qui, à \$56,965 millions, devrait dépasser de 23.8% le programme de 1980 (contre une progression de 18.1% entre 1979 et 1980). Dans le domaine social (sauf l'habitation), les prévisions pour les institutions et les ministères gouvernementaux sont révisées en hausse de 5.4% pour se fixer à \$9,788 millions, ce qui représente un bond de 15.6% sur 1980. L'an dernier, les institutions et les ministères gouvernementaux ont crû de seulement 8.8% par rapport à 1979.

Dans le secteur des affaires, les variations de la mi-année englobent une baisse pour les mines et les puits de pétrole et de gaz. Pour ces composantes, les dépenses en immobilisations prévues passeraient de \$10,163 millions à \$9,949 millions en 1981, une chute de \$392 millions du programme des puits de pétrole et de gaz* ayant été partiellement neutralisée par la montée de \$174 millions de celui des mines de minéraux métalliques. Le niveau global reste supérieur de 21.2% à celui de 1980,

(suite à la page suivante)

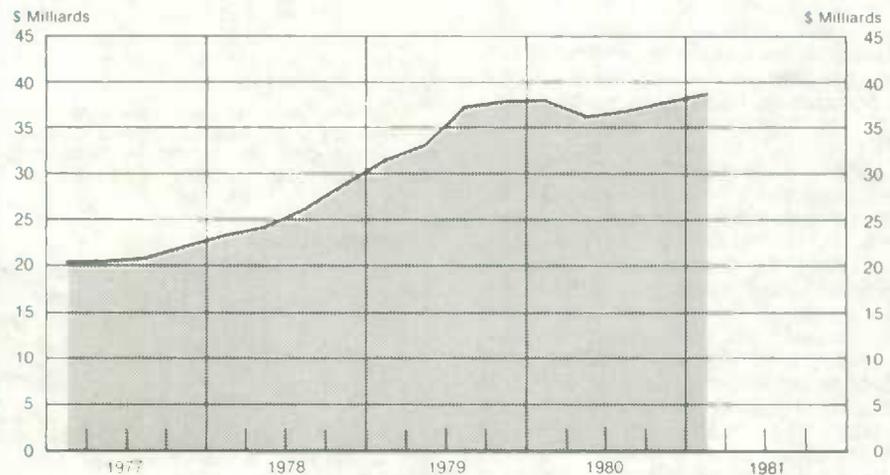
DERNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES

		Mois précédent	Variation annuelle en %	
EMPLOI, REVENU				
Gains moyens hebdomadaires (\$)	mars	343 93p	341 70p	10.9
Revenu du travail (millions \$)	avr.	14,591 4p	14,301 3p	12.5
Personnes occupées (en millions)	mai	11 03	10 70	3.9
Chômeurs	mai	854,000	886,000	-5.5
STOCKS				
Grands magasins (millions \$)	avr.	3,104 4	2,626 3	13.4
Appartenant aux fabricants (millions \$)	avr.	31,548 4p	30,728 6r	12.6
Grossistes (millions \$)	avr.	16,923 1p	16,799 6p	..
COMMANDES				
Nouvelles commandes des fabricants (millions \$)	avr.	16,363 6p	16,510 2r	24.0
Commandes des fabricants en carnet (millions \$)	avr.	19,894 5p	19,657 1r	4.3
PRIX				
Prix à la consommation (1971=100)	juin	236 8	233 2	12.8
Ensemble sans les aliments (IPC)	juin	219 1	215 9	13.0
Indice des prix des maisons neuves (1976=100)	avr.	132 3	130 0	13.7
Indice synth. (22 villes), salaires, construction (1971=100)	janv.	253 6p	253 5r	9.7
Prix de vente dans l'industrie (1971=100)	mai	269 6p	267 5r	11.2
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS				
Permis de bâtir (millions \$)	avr.	1,709 4p	4,974 1p	27.5
Mises en chantier dans les centres urbains (unités)	mai	16,985	54,377	28.4
ÉNERGIE				
Production de charbon (milliers de tonnes métriques)	avr.	3 473 9	13 815.2	21.7
Production d'électricité (TW/h)	mars	34 7	104.0	0.5
Production de gaz (millions de mètres cubes)	mars	8 857 2	27 418.7	-4.2
Raffinage du pétrole (millions de mètres cubes)	avr.	8 3p	35.4p	-6.4
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Exportations, base balance des paiements (millions \$)	mai	7,276p	34,292p	11.0
Importations, base balance des paiements (millions \$)	mai	6,953p	32,393p	11.3
PRODUCTION				
Acier (lingots — milliers de tonnes métriques)	mai	1 484.4	7 103.2	5.4
VENTES				
Ventes des grands magasins (millions \$)	mai	823.0	3,518.8	11.5
Livraisons des fabricants (millions \$)	avr.	16,126 2p	59,994 5p	12.2
Ventes de véhicules automobiles neufs (millions \$)	mai	1,207 1	5,362 6	10.3
Ventes au détail (millions \$)	mai*	8,278 4p	36,126 9p	14.7
Ventes de gros (millions \$)	avr.	9,782 5p	34,868 5p	..

Statistiques non désaisonnalisées. p - provisoires, r - révisées.

Bénéfices des corporations avant déduction d'impôts

(Données désaisonnalisées au taux annuel)



Source: Statistique Canada, comptes nationaux des revenus et des dépenses (13-001)

qui dépassait de 45.1% celui de 1979. L'agriculture, la pêche et les forêts n'ont pas sensiblement changé à la mi-année.

Parmi les autres groupes du secteur des affaires, la fabrication marque une hausse de 9.9% pour dépasser de 35.4% le chiffre de 1980. La composante du matériel de transport est la seule à accuser une baisse à la mi-année, mais comme ses dépenses prévues totalisent \$1,369 millions, elles demeurent néanmoins supérieures de 11.6% à celles de 1980. De toutes les autres composantes qui ont enregistré une augmentation sur les estimations initiales de 1981 et par rapport à 1980, les hausses les plus importantes ont touché les produits chimiques (18.9%, 76.1%), les produits du papier (13.0%, 60.5%) et les métaux de première transformation (13.8%, 26.8%). Le total des produits du pétrole et du charbon s'élève maintenant à \$776 millions, contre \$300 millions en 1980.

Le raffermissement des pipe-lines domine les progressions observées pour le groupe des transports, des communications et des autres services d'utilité publique. Les dépenses en immobilisations au titre des pipe-lines devraient maintenant atteindre \$1,754 millions, en hausse de 10.6% sur les premières estimations de 1981 et de 205.7% sur le chiffre de 1980 (\$574 millions). Parmi les autres groupes, il convient de noter la vigueur des transports aériens et ferroviaires, des transports en commun, du téléphone et de la distribution du gaz naturel.

Quant aux institutions et aux ministères gouvernementaux, ce sont les administrations municipales qui montrent la progression la plus importante: établies à \$3,485 millions, leurs dépenses prévues dépasseraient maintenant de 18.5% celles de 1980 (\$2,942 millions).

Voici, province par province, les nouveaux chiffres des variations d'une année à l'autre pour 1981, les révisions de la mi-année figurant entre parenthèses: Yukon et Territoires du Nord-Ouest, 69.2% (15.2%); Nouvelle-Écosse, 41.0% (3.0%); Saskatchewan, 33.2% (4.4%); Terre-Neuve, 27.8% (2.9%); Alberta, 25.7% (3.0%); Ontario, 19.7% (4.6%); Colombie-Britannique, 19.6% (5.0%); Québec, 13.4% (0.9%); Manitoba, 13.1% (6.2%); Nouveau-Brunswick, 7.8% (-1.4%); Île-du-Prince-Édouard, 5.7% (0.3%).

On peut obtenir des statistiques supplémentaires pour les provinces selon l'activité économique ou les catégories privées ou publiques auprès de la banque de données CANSIM. Les utilisateurs sont priés de recourir aux matrices spéciales réservées pour les données de la mi-année indépendamment des matrices ordinaires contenant les données chronologiques finales de même que les estimations provisoires pour 1980 et les premières estimations des dépenses prévues pour 1981. On peut obtenir d'autres renseignements en s'adressant à Duncan Lusick (613-995-9013), Division de la construction, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6. *La catégorie «Construction» comprend aussi les sondages d'exploration et de mise en valeur, ainsi que les installations de surface se rattachant aux puits de pétrole et de gaz naturel, à l'extraction du pétrole des schistes et du sable, aux usines de traitement du gaz naturel et aux entreprises de forage de puits de pétrole et de gaz à forfait. Elle exclut toutefois l'ensemble des dépenses géologiques et géophysiques.

Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières

Après désaisonnalisation, la valeur estimative des livraisons des industries manufacturières canadiennes en mai 1981 s'est établie à \$15,769.9 millions, soit 0.5% de plus que le chiffre révisé d'avril (\$15,692.5 millions).

Les livraisons des biens durables ont progressé de 1.7% passant de \$6,891.1 millions à \$7,010.7 millions, tandis que celles des biens non durables ont diminué de 0.5% baissant à \$8,759.2 millions (\$8,801.4 millions en avril). La valeur désaisonnalisée des nouvelles commandes dans l'ensemble des industries manufacturières a été estimée à \$16,152.9 millions, soit 1.4% plus élevé que le chiffre révisé d'avril (\$15,932.2 millions). L'augmentation continue des commandes reçues par les fabricants d'aéronefs, de navires et de matériel ferroviaire roulant est grandement responsable pour la hausse de 3.6% de la valeur totale des nouvelles commandes reçues dans les industries de biens durables. L'estimation de mai a atteint \$7,387.0 millions comparativement à \$7,130.4 millions en avril. Les nouvelles commandes des biens non durables ont chuté de 0.4% à \$8,765.9 millions comparativement à \$8,801.8 millions le mois précédent.

Après désaisonnalisation, les commandes en carnet se sont chiffrées à \$19,871.9 millions en mai, soit une hausse de 2.0% par rapport au chiffre révisé d'avril (\$19,488.9 millions). Les commandes en carnet de biens durables ont progressé de 2.2% passant de \$17,230.1 millions à \$17,606.4 millions, et celles des biens non durables ont augmenté légèrement à \$2,265.5 millions de \$2,258.8 millions.

La valeur désaisonnalisée des stocks possédés par les manufacturiers en mai a été de \$31,500.5 millions comparativement à \$31,046.1 millions en avril, soit une hausse de 1.5%. Les stocks détenus par l'ensemble des industries manufacturières ont augmenté de 1.3% pour passer de \$32,596.1 millions à \$33,016.8 millions avec des hausses respectives au chapitre des matières premières, des biens en cours de transformation et des produits finis de 0.9%, 1.2% et 1.9% respectivement.

Le rapport désaisonnalisé des stocks possédés totaux aux livraisons était de 2.00:1 en mai comparativement à 1.98:1 après révision en avril et celui des produits finis aux livraisons était de 0.70:1, soit une hausse par rapport à 0.69:1 en avril.

On a estimé à \$16,041.3 millions les livraisons non désaisonnalisées en mai, une hausse de 0.1% par rapport à la valeur révisée d'avril (\$16,033.2 millions).

Pour de plus amples renseignements, commander la publication Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières, mai 1981 (31-001, \$3.50/\$35).

Transport urbain

En mai 1981, 57 réseaux de transport urbain ont accueilli 107,632,673 passagers payants. Ces réseaux ont parcouru 55 676 084 kilomètres, et leurs revenus d'exploitation se sont chiffrés à \$47,209,681.00.

Pour plus de renseignements, commander la publication Transport urbain, mai 1981 (53-003, \$1.50/\$15), ou communiquer avec le Chef de la Sous-section du transport de surface (613-995-1976), Statistique Canada, Ottawa, K1A 0V1.

Principales séries économiques, août 1981

Nous prévoyons que la parution des données des principales séries économiques au cours du mois prochain respectera le calendrier indiqué ci-dessous. Quand un certain nombre de dates est indiqué pour une série, il représente la période au cours de laquelle on peut raisonnablement espérer la publication de ces données; l'étendue de cette période tient compte des circonstances propres à chaque série. Occasionnellement, la période pourra être dépassée pour des raisons que nous ne pouvons prévoir maintenant.

30 juillet au 7 août: Revenu de travail, mai 1981;

31 juillet: Communiqué préliminaire sur le commerce du Canada, juin 1981;

7 août: Enquête sur la population active, juillet 1981;

10 au 14 août: L'indicateur avancé composite du Canada, mai 1981;

10 au 18 août: Emploi, gains et durée du travail, mai 1981;

12 au 14 août: Recettes monétaires agricoles, janvier à juin 1981;

12 au 18 août: Commerce de détail, juin 1981;

14 août: Indice des prix à la consommation, juillet 1981;

18 au 21 août: Commerce de gros, juin 1981;

20 au 26 août: Indice de la production industrielle, juin 1981;

20 au 26 août: Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières, juin 1981;

24 au 31 août: Logements mis en chantier dans les centres de 10,000 habitants et plus, juillet 1981;

24 au 31 août: Assurance-chômage, juin 1981;

24 au 31 août: Permis de bâtir, juin 1981;

27 août au 1er septembre: Sociétés industrielles, statistiques financières, 2e trimestre 1981 (données préliminaires);

28 août au 4 septembre: Produit intérieur réel, juin 1981;

28 août au 4 septembre: Produit national brut, 2e trimestre 1981;

31 août au 9 septembre: Revenu de travail, juin 1981.

Pour plus de renseignements concernant les dates de publication de ces séries, communiquer avec Jack Kerr (613-992-1548), Section technique de la production, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

Indices des prix et du volume des exportations canadiennes et des importations (base douanière)

L'indice à pondération fixe des prix (tant à l'exportation qu'à l'importation) est demeuré pratiquement inchangé en avril. L'indice de déflation à pondération courante des prix à l'exportation a baissé de 0.5%, et l'indice de déflation des prix à l'importation s'est accru de 1.2%.

L'indice désaisonnalisé du volume des exportations canadiennes s'est accru de 5.5%, après une hausse de 4.1% en mars, une baisse de 7.1% en février et un accroissement de 2.6% en janvier. L'indice du volume des importations n'a cessé de progresser depuis le mois de janvier, accuse une augmentation particulièrement forte de 8.2% en avril.

Pour d'autres renseignements, veuillez commander la publication Sommaire du commerce extérieur, mai 1981 (65-001, \$3/\$30).

Vue d'ensemble des produits du recensement de 1981

Cet article est le quatrième d'une série de cinq qui résument les projets de diffusion des données du recensement de 1981. Les personnes désireuses d'obtenir une description complète de ces projets sont priées de s'adresser à leur centre local de documentation de Statistique Canada.

La série de référence de 1981 comprendra des ouvrages de références géographiques et généraux et sera offerte sous forme d'imprimés, de microfiches, de cartes et de bandes informatiques. Les ouvrages de référence géographiques fourniront des renseignements facilitant l'interprétation et l'analyse des résultats du recensement de 1981 et des données des recensements précédents. En outre, certains de ces ouvrages présenteront des chiffres de population. La description détaillée de ces ouvrages paraîtra dans l'*Infomat* d'août.

Les ouvrages de référence généraux qui seront offerts sous forme d'imprimés et de microfiches sont présentés ci-après.

Le dictionnaire des termes du recensement de 1981 contiendra les définitions des termes utilisés dans les ouvrages du recensement de 1981 (publications, bandes, microfiches). Comme dans le cas du dictionnaire des termes du recensement de 1971, le dictionnaire de 1981 fera état

des recensements précédents pour lesquels il existe des données sur une variable en particulier, de l'univers de cette variable, des réponses figurant sur la base de données du recensement de 1981 et des applications qui pourront s'imposer.

Deux guides sommaires des données du recensement de 1981 seront produits; l'un portera sur les résultats des questions posées à tous et l'autre, sur les données recueillies auprès de l'échantillon. Les

guides donneront une liste des tableaux publiés dans les publications et sur microfiches, ainsi qu'un index des tableaux figurant dans les publications. En outre, ils renfermeront des tableaux présentant des estimations du sous-dénombrement de la population, les taux de réponse, les estimations de l'erreur-type totale pour les groupes de diverses tailles géographiques ainsi que des notes explicatives signalant les anomalies des données.

Deux publications sur la qualité des données du recensement de 1981 paraîtront également. La première traitera du contenu des données recueillies auprès de l'univers et la seconde auprès de l'échantillon. Ces bulletins contiendront des mesures quantitatives de l'erreur relative au champ d'observation, de l'erreur d'observation, de l'erreur de traitement et de l'erreur d'échantillonnage/de pondération. En outre, elles renfermeront un sommaire des méthodes de recensement, y compris une description des procédures spéciales qui pourraient influencer sur la qualité des données relatives à des variables particulières.

Le guide des totalisations servira de document de référence des données publiées sous forme d'imprimés, de bandes et de microfiches. Il présentera la liste des descriptions des tableaux de tous les recensements remontant jusqu'à 1871.

Produits chimiques industriels

Les fabricants canadiens ont livré 63 278 tonnes métriques de résines synthétiques de type polyéthylène en mai 1981 dernier, comparativement à 44 271 tonnes métriques en mai 1980.

Des renseignements concernant la production Est-Ouest de certains produits chimiques sont aussi disponibles en commandant la publication Certains produits chimiques, mai 1981 (46-002, \$1.50/\$15).

Personnel administratif et surveillant des conseils scolaires

Les totalisations statistiques de 1979-1980 dressant le profil du personnel administratif et surveillant des 4,300 conseils scolaires du Canada sont maintenant disponibles. Voici les faits saillants:

- Près des trois quarts des enseignants étaient employés comme conseillers ou surveillants.
- Les conseils scolaires comptant 10,000 étudiants ou plus en employaient les deux tiers.
- Les enseignants avaient en moyenne 18 années d'expérience dont 11 dans le district scolaire où ils travaillaient lors de l'enquête.
- Leur traitement annuel moyen s'élevait à \$30,000.

Pour plus de renseignements, communiquer avec Michèle Vidger (613-995-9795), Division de l'éducation, des sciences et de la culture, Statistique Canada, Ottawa K1A 0Z5.

Indice de la production industrielle

L'indice désajusté de la production industrielle a diminué de 0.1% passant de 138.3 en avril à 138.1 en mai. La production des mines et des utilités publiques a baissé tandis que la production manufacturière progressait.

Pour plus de renseignements, commander la publication Indices du produit intérieur réel par industrie (incluant l'indice de la production industrielle), mai 1981 (61-005, \$3/\$30).

Assurance-chômage

En mai, les prestations versées aux bénéficiaires de l'assurance-chômage ont totalisé \$376 millions, soit une baisse de 18% par rapport à avril, et une hausse de 2% par rapport à mai 1980. Pour les cinq premiers mois de l'année, les prestations se sont chiffrées à \$2,327 millions, soit une augmentation de 9% par rapport à la période janvier-mai 1980. La hausse des prestations versées enregistrée depuis le début de l'année est attribuable principalement au fait que les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 8%, passant de \$120.40 à \$130.22.

Pour la semaine se terminant le 16 mai, le nombre de personnes admissibles aux prestations d'assurance-chômage s'est établi à 667,000, soit 15% de moins qu'en avril et 6% de moins qu'en mai 1980. En mai 1981, 8% des bénéficiaires ont déclaré des gains provenant d'un emploi, comparativement à 7% en mai 1980.

En mai, le nombre de demandes de prestations s'est élevé à 167,000, ce qui représente une diminution de 13% par rapport à avril et de 16% par rapport à mai 1980. Depuis le début de l'année, on a enregistré 1,070,000 demandes, soit une baisse de 8% par rapport à l'an dernier. Pour les cinq premiers mois de 1981, le nombre de demandes a diminué dans toutes les régions, sauf au Manitoba (+1%), en Alberta (+5%), au Yukon (+21%) et dans les Territoires du Nord-Ouest (+8%).

Livre des références sur les données de la rémunération

Le Centre des recherches sur la rémunération du *Conference Board of Canada* a produit un guide exhaustif des principales enquêtes permanentes sur la rémunération traitant de sujets tels que les avantages sociaux et les conditions de travail.

La version de 1981 du *Livre des références sur les données de la rémunération* contient les descriptions de 37 enquêtes présentées de façon normalisée pour permettre aux utilisateurs d'évaluer et de comparer les champs d'observation et les méthodes d'enquête. Les index présentent les sujets et les professions observés, les régions géographiques et les caractéristiques de l'activité économique et de l'organisation.

Le livre est revu et augmenté chaque année, lorsque de nouvelles descriptions d'enquête viennent s'ajouter.

On peut se procurer des exemplaires de cet ouvrage auprès du *Conference Board of Canada*, 25, rue McArthur, pièce 100, Ottawa (Ontario), K1L 6R3. Pour les personnes qui ne sont pas membres du conseil, l'ouvrage coûte \$475, et les mises à jour annuelles, \$225. Pour obtenir des renseignements, téléphoner à (613-746-1261, poste 249).

Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (CALURA), Syndicats ouvriers

L'effectif syndical a dépassé les 3 millions en 1979. Il atteint 3,035,752, soit une augmentation de 128,113 membres ou 4.4% par rapport à 1978. Les syndicats nationaux et les syndicats de fonctionnaires établis au Canada rendent compte de 63.5% de cette hausse, et les syndicats internationaux établis aux États-Unis, de 36.5%.

Les syndicats internationaux ont encore cédé du terrain aux syndicats établis au Canada, leur effectif passant à 51.9% de l'effectif total des syndicats au Canada, soit plus d'un demi-point de moins qu'en 1978. Lors de la promulgation de CALURA en 1962, les syndicats internationaux comprenaient plus des deux tiers de l'effectif total au Canada. Cette proportion n'a cessé de baisser depuis en raison de la croissance supérieure de l'effectif des syndicats établis au Canada. Depuis 1962, l'effectif syndical a augmenté de 1.5 million de membres, dont le tiers a adhéré à des syndicats internationaux. La croissance de l'effectif des syndicats établis au Canada s'est accélérée au cours des dernières années. En effet, sur un total de 353,000 nouveaux syndiqués depuis 1974, 87,000, c.-à-d. une faible proportion d'un sur quatre, se sont joints aux syndicats internationaux.

La proportion de membres féminins dans les syndicats au Canada a continué d'augmenter et est passée de 28.7% en 1978 à 29.3% en 1979. De nouvelles statistiques sur les femmes au sein des conseils d'administration des syndicats révèlent que celles-ci représentent 21.1% des membres des conseils, soit 3.6% de plus que l'année précédente. Sur le plan régional, la proportion des membres féminins par rapport à l'effectif total s'est légèrement accrue dans presque toutes les provinces, à l'exception de la Nouvelle-Écosse et des Territoires du Nord-Ouest. La proportion des membres féminins

(suite 1e col. page 6)

PÉRIODIQUES: SELON LES SIGNES ÉCONOMIQUES, 1979 SERAIT UNE AUTRE ANNÉE DE CROISSANCE.

La classification des périodiques regroupe huit genres de publications: les revues d'intérêt général (magazines), les suppléments de fin de semaine, les publications religieuses, les publications ethniques, les revues agricoles, les publications spécialisées (revues techniques et professionnelles), les guides de télévision et les annuaires.

Quelques changements ont été incorporés à l'étude de cette année, comparativement aux études des années passées. Auparavant, les guides de télévision étaient regroupés dans la catégorie des suppléments de fin de semaine s'ils étaient distribués avec un quotidien, ou dans la catégorie des magazines s'il s'agissait d'une publication indépendante. Pour la publication de cette année, les guides de télévision forment une catégorie à part, qu'ils soient distribués avec les journaux de fin de semaine, vendus à l'étalage ou distribués gratuitement à domicile. Une autre nouvelle catégorie regroupe les annuaires publiés au Canada, tels le *Bottin Vert* et le *Yellow Directory*; auparavant, ces publications se retrouvaient dans la catégorie des revues d'intérêt général (magazines). Enfin, les revues agricoles sont maintenant séparées des publications spécialisées. Malgré l'addition de ces nouvelles catégories dans la classification des périodiques de 1979, il est possible de comparer les données de tirage total de cette année à celles de 1978; en effet, les mêmes périodiques sont à l'étude, mais il sont regroupés différemment.

L'année 1979 fut assez dynamique pour l'industrie des périodiques, marquée par une augmentation de 7.1% dans le nombre de titres par rapport à l'année 1978. Le tirage total par numéro s'est chiffré à 55 millions d'exemplaires, soit une augmentation de 3.9% comparativement à l'année précédente. Quant au tirage moyen par périodique, il se situe à 53,460 exemplaires par numéro, soit une augmentation de 4.9% en une année. En 1978, nous avons relevé des augmentations de 9% dans le nombre de titres, 13% pour le tirage total, et 5% pour le tirage moyen.

Les recettes publicitaires des périodiques ont augmenté de 15.4% au total. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées par les revues d'intérêt général (20.8%) et par les suppléments de fin de semaine (18.2%). Les recettes publicitaires sont une bonne indication de la santé de l'industrie puisque les périodiques survivent presque uniquement grâce à la publicité qu'ils peuvent attirer et véhiculer. Plus le public d'un périodique est nombreux, plus les annonceurs sont intéressés à y acheter des espaces publicitaires.

Alors que le tirage moyen par périodique compilé pour l'ensemble des périodiques est de 53,500 exemplaires, ce chiffre cache de larges écarts; ainsi les publications spécialisées ont un tirage moyen de 13,500 exemplaires par numéro tandis que les suppléments de fin de semaine en ont un de 1.7 million d'exemplaires par numéro. Les méthodes de distribution des périodiques ainsi que le sujet traité influencent beaucoup le tirage d'un périodique donné. Par exemple, les publications spécialisées, de par leur sujet d'étude, s'adressent à un auditoire intéressé à ce sujet et, par conséquent, assez restreint. Par contre, les suppléments de fin de semaine sont des revues à contenu général pouvant intéresser un public large et varié; de plus, ils sont distribués avec les journaux quotidiens aux fins de semaine, et rejoignent ainsi tous les abonnés de ces quotidiens. Cette variété de contenu et son accessibilité simple expliquent le fort tirage démontré par ce genre de périodique.

En effet, chaque type de périodique s'adresse à un marché différent et celui-ci affecte le tirage de la publication et la quantité de publicité qu'elle attire. Par exemple, puisque les revues d'intérêt général s'adressent à un large auditoire diversifié, elles peuvent véhiculer beaucoup de publicité, et d'annonceurs, différents. Donc, le tirage total élevé de ces revues (presque 27 millions d'exemplaires par numéro pour l'ensemble des périodiques) a attiré \$100 millions en publicité en 1979. Par contre, les publications religieuses ayant un marché limité de 876,776 exemplaires par numéro, elles ont attiré seulement \$8.5 millions de publicité. Puisque ces publications traitent d'un sujet spécifique, elles n'ont pas l'attrait généralisé des revues d'intérêt général ou des suppléments de fin de semaine. La catégorie des annuaires constitue un cas spécial en termes de publicité. Les recettes publicitaires attribuées aux annuaires atteignent \$210 millions, ou 50% du total des recettes au titre de la publicité pour tous les périodiques; pourtant, leur tirage total n'est que de 2.9 millions d'exemplaires, ou 5% du tirage de tous les périodiques. Cette forte proportion de recettes publicitaires tient du fait que les annuaires sont des ouvrages habituellement annuels, établissant une liste des membres d'une profession par exemple, ou des compagnies offrant un certain genre de service. Ces ouvrages véhiculent donc beaucoup de publicité payée par les individus ou les organismes qui s'y annoncent. Enfin, la publicité véhiculée par les périodiques compte pour 30% de toute la publicité attribuée aux média écrits, comparativement à 60% pour les journaux quotidiens et 10% pour les journaux non quotidiens (voir le tableau explicatif VII de la première section).

Tiré de Statistiques de la culture. Journaux et périodiques, 1979 (87-625, Canada: \$4.50/autres pays: \$5.40).

Services de diffusion en direct

Ellis Drover, directeur de la Division de l'assistance-utilisateurs, a fait un exposé sur le nombre croissant de techniques de diffusion en direct utilisées à Statistique Canada lors d'une conférence canado-américaine sur les ressources des bibliothèques, qui a eu lieu récemment à l'Université Duke.

M. Drover a décrit CANSIM (banque de données générales du Bureau) et CANSEL (système automatique de recherche, de sélection et d'extraction conçu pour aider les utilisateurs à déterminer le genre de données offertes par CANSIM). Il a aussi parlé de quelques nouveaux systèmes utilisés pour la diffusion des données sur le recensement de la population.

Le FACTS (système d'accès rapide aux totalisations du recensement) est un système de lecture en direct entièrement opérationnel qui sert à déterminer le contenu et la disponibilité des totalisations tirées des recensements et des autres enquêtes; il n'est pas encore disponible à l'extérieur de Statistique Canada.

Le contenu de chaque tableau est analysé pour déterminer:

- l'univers (population dénombrée: par exemple, les personnes de 15 ans et plus; les responsables d'une famille monoparentale; les ménages; les familles);
- les variables des questions et des réponses (par exemple, l'âge: groupes d'âge quinquennaux; le sexe: hommes, femmes; le niveau d'instruction: études primaires, secondaires et post-secondaires);
- le champ d'observation géostatistique (par exemple, le Canada; les provinces; les circonscriptions électorales fédérales; les secteurs de dénombrement);
- le support (par exemple, publication; microfiche; bande);
- la référence (par exemple, publication; numéro au catalogue; nom du fichier; microfiche; numéro du tableau).

Les diverses caractéristiques de chaque tableau sont comprises et stockées à l'aide de disques dans un système relationnel de gestion de la base de données.

Le système permet aux utilisateurs (tant novices que spécialistes) d'effectuer des recherches en français ou en anglais. Ces recherches vont de sujets généraux tels que les tableaux sur le logement aux tableaux bien précis comme le revenu moyen selon la profession au niveau du secteur de recensement pour la région métropolitaine de recensement de Toronto; et elles permettent d'obtenir une description détaillée du contenu des tableaux et de leur situation sur les divers supports.

Le système de la base des données sommaires du recensement (CSDBS) est une autre nouveauté du recensement de la population. Ce système dont nous faisons actuellement l'essai avec des données réelles est conçu pour permettre aux utilisateurs de tout le Canada un accès en direct à distance aux fichiers de données sommaires du recensement.

Le système utilise des données d'entrée confidentielles non arrondies pour regrouper les données selon les régions définies par l'utilisateur. L'ordinateur arrondit les résultats au hasard afin d'assurer la confidentialité des données.

Les utilisateurs peuvent soumettre leur demande d'extraction en direct en anglais ou en français. L'imprimé renferme des

descriptions complètes de textes en anglais ou en français.

Voici certaines des possibilités du système:

- 1) Sélection et/ou regroupement de données géographiques, de tableaux et de cellules
- 2) Regroupement hiérarchique sélectif
- 3) Calcul de moyennes, de pourcentages et autres opérations arithmétiques
- 4) Sortie de données sur bandes magnétiques ou sur disques conforme à la documentation de l'utilisateur
- 5) Impression de rapports avec description textuelle complète.

Le système utilise deux progiciels «maison» de Statistique Canada, soit un progiciel de totalisation nommé STATAPE et un système relationnel de gestion de la base de données nommé RAPID. Ce dernier sert surtout à établir et à tenir à jour un dictionnaire de données de plus de 2,000 tableaux.

Statistique Canada a un autre projet expérimental; c'est le système de documentation statistique (SDDS) qui doit servir de système de documentation sur les enquêtes du Bureau (aperçus, contenus et résultats) et de système d'information pour trouver les éléments recherchés (enquête, moyen de diffusion, fichiers principaux).

Tous ces renseignements sont présentés dans chaque domaine d'enquête. Dans la mesure où les renseignements demandés sont limités aux résultats d'une ou de plusieurs enquêtes connexes opérationnelles, le service est bon. Malheureusement, comme les renseignements demandés concernent généralement un certain nombre de domaines d'enquête ou l'ensemble des domaines d'enquête, comme par exemple le processus de la planification centrale, l'évaluation et la prise de décisions, il n'existe pas encore de moyens par lesquels nous pouvons y répondre.

Deux des modules interdépendants du SDDS qui intéressent le plus les utilisateurs sont le module de diffusion (DM) et le module thésaurus. Le DM est un système de documentation et de recherche qui fournit des renseignements sur l'existence et la situation des données statistiques produites par Statistique Canada. Son envergure ultime sera de renfermer tous les fichiers du Bureau, au niveau de détail des tableaux. De plus, le DM permettra les recherches à divers niveaux de regroupement des données et laissera l'utilisateur libre de choisir un autre niveau si les données n'existent pas au niveau d'abord demandé. Le module thésaurus servira à faire le lien entre les termes de l'utilisateur et les termes officiels de Statistique Canada, ainsi qu'entre les termes connexes, mais différents du Bureau.

Il s'agit là d'un projet important en voie d'élaboration, mais pour lequel on n'a pas encore les fonds pour entamer la phase opérationnelle.

Les intéressés pourront se procurer une copie du texte complet de cet exposé auprès des centres régionaux de documentation de Statistique Canada.

Publications du recensement de 1976 sur microfiches

Toutes les publications du recensement du Canada de 1976 sont maintenant offertes sur microfiches par *Micromedia Ltd.*, 144 ouest, rue Front, Toronto (Ontario), M5J 2L7.

Système de renseignements sur des régions particulières

En mai, le *Canada Systems Group* (CSG) a annoncé la création de la première étape du SAIS, son système de renseignements sur des régions particulières. Ce service est fondé principalement sur les fichiers de données compilées et tenues à jour par le ministère de l'Expansion économique régionale (MEER).

En réponse à une demande croissante de renseignements détaillés sur les collectivités et les comtés non compris dans les publications du recensement et les autres publications conventionnelles, le MEER a créé un groupe d'étude qui a compilé une grande base de données intégrées devant servir à la recherche sur les petites régions. Les données de cette base sont tirées d'une foule de sources des secteurs privé et public. Le système SAIS offre tout un éventail de possibilités dont la plus importante est la feuille de données, une version réduite du fichier complet de données qui permet de dresser des profils détaillés au niveau des collectivités et des comtés. La feuille de données est un instrument de recherche exceptionnel parce qu'elle permet l'intégration de bon nombre de sources de données distinctes sur des

mographiques et celles sur le revenu et sur les activités économiques.

Jusqu'à ce jour, le MEER et les autres ministères fédéraux avaient accès en exclusivité à ce système d'information sans cesse mis à jour. Afin de permettre l'accès à ces fichiers à un plus grand nombre d'utilisateurs, le CSG a obtenu du MEER le droit de diffuser la feuille de données et d'autres produits connexes.

Ces données pourraient servir à la commercialisation par objectif, à la publicité, à l'établissement de tableaux à double entrée et à la réalisation d'analyses factorielles et d'analyses de régression. En ce qui concerne les personnes et les entreprises dont les besoins en matière d'analyses sont moins grands, ces données peuvent servir à étudier les caractéristiques d'une région géographique bien définie pour évaluer les chances de succès d'une entreprise.

Les clients seront avisés des révisions apportées aux données peu de temps après leur mise à jour. Grâce à cette ligne de conduite, le CSG permettra aux utilisateurs d'obtenir les données les plus récentes disponibles dans les secteurs privé et public.

Pour obtenir les feuilles de données, des séries provinciales ou nationales ou d'autres renseignements, prière de s'adresser à: Paul B. Whitley, CANADA SYSTEMS GROUP, 90, rue Sparks, pièce 704, Ottawa (Ontario), K1P 5B4 (613-563-4444).

COMMANDE DE PUBLICATIONS du catalogue de Statistique Canada

Adressez votre première commande à:

Ventes et services de publications
Services aux utilisateurs
Statistique Canada
Éd. R.H. Coats, 4e étage
Ottawa, K1A 0V7

Indiquez:

le titre de la publication, le mois, le trimestre ou l'année de parution, de même que le numéro de catalogue.

Veuillez envoyer un mandat-poste ou un chèque fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

régions géographiques identifiables. Cela réduit le temps de recherche, les répétitions et les autres coûts liés à l'extraction des renseignements.

Le CSG estime que les fichiers de données «Collectivités» du SAIS sont la source du gouvernement fédéral la mieux fournie de données lisibles par machine sur les collectivités. Conçue d'abord pour aider les chercheurs à évaluer les progrès économiques et le bien-être des diverses régions du Canada, la base de données comprend des renseignements sur 1,133 collectivités, portant sur 82% de la population canadienne.

Comme le fichier «Collectivités», le fichier «Comtés» renferme une foule de sources de données et est conçu pour aider les chercheurs à faire des analyses économiques et sociales à l'échelle infra-provinciale. Comme il s'agit de grandes régions géographiques, il est possible de tirer de ce fichier des données qui n'existent pas à l'échelle des collectivités. Le fichier «Comtés» se caractérise aussi par l'inclusion de certaines données chronologiques, particulièrement les données dé-

Bulletin des recherches touristiques au Canada

Environ deux fois l'an, l'Office de tourisme du Canada (OTC) publie le *Bulletin des recherches touristiques au Canada* à l'intention des personnes intéressées à la recherche dans le domaine du tourisme au Canada. Le Bulletin traite de sujets tels que les enquêtes que prévoient réaliser les administrations fédérale et provinciales et d'autres organismes canadiens et américains.

Le numéro de 13 pages de mars 1981 renferme des articles de l'OTC, de Statistique Canada, de Transports Canada, d'Air Canada, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, du *United States Travel Data Centre* et du groupe Enquête Condition physique Canada.

Pour donner une idée du genre de renseignements contenus dans cette publication, disons que l'article présenté par Enquête Condition physique Canada traite d'une nouvelle enquête lancée par cet organisme à but non lucratif et conçue pour évaluer la condition et l'activité physiques des Canadiens. La collecte des données durera six mois, de février à juillet 1981, de manière à observer plusieurs saisons. Le lecteur pourra obtenir plus de renseignements en communiquant avec M. Tom Stephens, directeur général, 294, rue Albert, pièce 506, Ottawa (Ontario), K1Y 6E6.

Les personnes intéressées à recevoir régulièrement le Bulletin sont priées de s'adresser à B.M. Rusk, Recherche — Marketing, Division des politiques, de la planification et de la coordination, Office de tourisme du Canada, 235, rue Queen, Ottawa (Ontario), K1A 0H6. La publication est gratuite.

demeure la plus élevée à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest et est à son plus bas niveau à Terre-Neuve. À l'échelle du pays, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) compte le plus de femmes (109,847 ou 43.6% de ses membres), suivi de loin par l'Alliance de la fonction publique du Canada (58,763 ou 38.5%).

Le taux de syndicalisation a diminué pour la troisième année consécutive et a atteint 30.3%, son plus bas niveau depuis 1965. L'administration publique demeure le secteur économique le plus syndicalisé puisque 67.8% de ses salariés sont syndiqués. À l'exception des secteurs de l'agriculture, du commerce et des finances, tous les secteurs industriels enregistrent une réduction du taux de syndicalisation. Les secteurs dont l'effectif a le plus augmenté sont les services, les aliments et boissons et l'administration publique.

La croissance de l'effectif du secteur des services se concentre dans les syndicats établis au Canada, surtout dans les milieux hospitaliers et les maisons de repos. Une campagne de syndicalisation menée par le nouveau Syndicat international des travailleurs de l'alimentation et du commerce s'est soldée par l'adhésion de milliers de pêcheurs et d'ouvriers de la transformation du poisson à Terre-Neuve, ce qui explique la hausse importante de l'effectif dans le secteur des aliments et boissons.

Les employés des administrations provinciales et municipales au Québec figurent pour plus de 48% de l'augmentation dans l'administration publique, tandis que les syndicats de fonctionnaires en Colombie-Britannique rendent compte de hausses plus faibles. L'Alliance de la fonction publique du Canada enregistre une baisse de 4,531 membres en 1979.

Le secteur de la construction est en période de ralentissement économique, comme en témoigne la baisse de son effectif syndical pour la deuxième année de suite. Cette baisse (11,310 membres) porte à 27,820 membres la réduction de l'effectif dans ce secteur en deux ans.

En 1979, 114 des 182 syndicats tenus de faire rapport à CALURA étaient affiliés au Congrès du travail du Canada (CTC). Ils comptaient 2.3 millions de membres, soit 74.6% de l'ensemble des travailleurs syndiqués, ce qui constitue une baisse de 1.0% par rapport à 1978. La proportion des syndiqués affiliés au CTC a également diminué pour la deuxième année de suite. Cette diminution est principalement imputable à la croissance de l'effectif des syndicats ouvriers sans affiliation. Ces derniers rendent compte de 42.6% (55,000 membres) de l'augmentation de l'effectif en 1979 (128,000).

Quatre fusions de syndicats et un regroupement se sont produits en 1979. Quant aux fusions de syndicats internationaux, l'Union internationale des travailleurs des industries chimiques s'est fusionnée à la Fraternité internationale d'Amérique des camionneurs, chauffeurs, préposés d'entrepôts et aides; l'Union internationale des latteurs s'est jointe à la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique et les Travailleurs unis de l'industrie de la chaussure d'Amérique se sont unis aux Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile. Sur le plan national, les Syndicats chrétiens du Canada se sont fusionnés à l'Association chrétienne du travail du

Modification de la Loi sur la statistique

Plus tôt cette année, le Parlement a modifié la Loi sur la statistique pour permettre à Statistique Canada de mener des enquêtes à participation facultative.

Le nouvel article de la Loi se lit comme suit:

«Le Ministre peut, par décret, autoriser l'obtention, à des fins particulières autres que le recensement de la population ou le recensement agricole, de renseignements à titre volontaire; l'article 29 ne s'applique pas en cas de refus ou de négligence de fournir les renseignements demandés.»

Canada. Le regroupement entre l'Union internationale des employés de commerce et les Découpeurs de viande et bouchers unis de l'Amérique du Nord a donné naissance au Syndicat international des travailleurs de l'alimentation et du commerce.

Les cotisations et contributions versées par les syndiqués canadiens se sont élevées à \$248.2 millions en 1979, une progression de 12% par rapport à 1978. De ce montant, 36% (\$90.2 millions) ont été payés à des syndicats internationaux établis aux États-Unis, soit 9% de plus que l'année précédente. Des paiements de \$48.1 millions ont été consentis par les syndicats internationaux aux syndiqués canadiens au titre des salaires, des allocations de grève et des prestations de bien-être, soit presque le même montant qu'en 1978. Les frais d'exploitation imputables à l'administration, aux colloques, à la syndicalisation, aux publications, etc., ne sont pas déclarés en vertu de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers. Toutefois, les modifications que le Parlement envisage d'apporter à celle-ci prévoient la déclaration de ces renseignements supplémentaires.

En ce qui concerne les placements des syndicats, les fonds non dépensés des syndicats de fonctionnaires sont surtout placés en dépôts à vue ou à terme auprès d'institutions financières au Canada. En 1979, plus de 80% de ces fonds (\$53.8 millions) étaient placés en dépôts à terme, 6% en dépôts à vue et 2.6% étaient détenus sous forme d'actions et d'obligations canadiennes. Les placements des syndicats nationaux se répartissaient d'une façon similaire: ceux-ci détenaient presque \$35 millions ou 70% de leurs fonds non dépensés (\$50.1 millions) dans des dépôts à vue et à terme et 11.4% de ce montant sous forme d'actions ou d'obligations canadiennes. Les placements des syndicats internationaux établis aux États-Unis sont différents. En effet, près de 10% de leurs fonds sont détenus dans des dépôts à vue alors que la plupart des fonds restants sont placés en actions et en obligations.

Pour plus de renseignements, commander la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers et le Rapport de 1979, Partie II — Syndicats ouvriers, (71-202, \$7), ou communiquer avec la Section des syndicats ouvriers (613-995-9804), Division des finances des entreprises, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Guide de la statistique de la propriété et du contrôle étrangers

L'article paru dans le numéro d'avril 1981 de la *Revue statistique du Canada* (11-003 au catalogue) est une mise à jour du guide de la statistique de la propriété et du contrôle étrangers au Canada.

La demande de renseignements sur la propriété et le contrôle étrangers dans les secteurs de l'économie canadienne continue de croître, et le besoin en information sur les chiffres disponibles et leur utilisation possible est toujours fort. Les termes «propriété» et «contrôle», ainsi que les diverses mesures décrivant les différents aspects du contrôle, donnent toujours lieu à des confusions. On espère que l'article en éliminera quelques-unes.

L'article décrit en gros où l'on peut trouver les statistiques, ce que contiennent les publications et pourquoi certaines séries sont produites.

Avant de passer à la description des programmes statistiques proprement dits, on examine cinq caractéristiques générales de la propriété et du contrôle étrangers, qui sont traitées dans les publications de Statistique Canada. La première est la dette du Canada envers les étrangers ou, en d'autres termes, les engagements financiers canadiens appartenant aux étrangers. La deuxième est l'importance relative de ces créances en proportion du total des créances semblables détenues par les Canadiens et les étrangers. La troisième est la mesure dans laquelle la propriété du capital-actions canadien donne aux étrangers le contrôle des entreprises canadiennes. La quatrième traite de la structure et du comportement des entreprises et des activités qui sont par définition sous contrôle étranger, tandis que la cinquième compare les entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger au Canada.

Musées et établissements (extrait)

... afin d'examiner la répartition des 1,035 établissements répondants pour l'année 1979 à travers le pays, nous avons divisé ce dernier en cinq régions et fait le compte du nombre de musées disponibles par tranches de 100,000 habitants dans chacune de ces régions. Si l'on compare ces résultats à ceux de 1976, l'on n'aperçoit aucun changement majeur en termes de disponibilité et on peut croire à une stabilité relative de l'offre faite aux amateurs de musées.

D'après les résultats de l'enquête, le public québécois semble le moins bien nanti avec à sa disposition 2.2 musées par 100,000 habitants comparativement à une moyenne nationale de 4.3. Les autres régions paraissent plus choyées et se maintiennent à un niveau supérieur ou égal à cette moyenne nationale.

Si l'on s'arrête à la contribution financière du gouvernement fédéral pour 1979, ce dernier a alloué en moyenne une somme de \$71,374 par musée à l'échelle du pays. L'Ontario a reçu pour cette même année des subventions fédérales équivalentes à \$148,176 par établissement, c'est-à-dire une somme deux fois plus élevée que la subvention moyenne nationale. Il faut cependant souligner que ce sont en majorité les grands musées (ceux administrant un budget supérieur à \$1.0 million) qui ont le plus bénéficié de cette situation et que 44% d'entre eux étaient situés en

Ontario. Par ailleurs, le Québec, qui compte 17% des grands musées, a vu ses subventions fédérales diminuer de presque la moitié et ce sont ses grands musées qui en ont le plus ressenti l'impact. Le gouvernement fédéral a accordé une somme moyenne de \$96,147 aux grands musées québécois en 1979 alors que trois ans plus tôt le montant alloué avait été de \$566,619 par établissement. Dans ce cas précis, c'est la province qui a comblé cette diminution en allouant à ses grands musées une subvention moyenne 20 fois plus élevée qu'en 1976, soit \$1.08 million en 1979 comparativement à \$53,625 en 1976. En général, le gouvernement fédéral a haussé son appui financier moyen de 29% pour l'ensemble du pays passant d'une moyenne de \$55,441 en 1976 à \$71,374, et les gouvernements fédéral et provinciaux semblent se partager la tâche équitablement à l'échelle du pays en allouant chacun 33% du revenu total moyen. Leur contribution s'établit respectivement à \$71,374 et \$70,815 par établissement sur un revenu total moyen de \$213,652.

En ce qui regarde les «autres» revenus (ceux provenant du secteur privé et des recettes de fonctionnement des musées), sans se comparer aux montants versés par les gouvernements fédéral et provinciaux, ils se comparent facilement à l'aide reçue des gouvernements locaux. Cette part des revenus équivalait à \$38,698 par musée soit 18% du revenu total moyen de 1979 alors qu'en 1976, elle équivalait à \$27,728 par musée soit 17% du revenu total moyen. C'est dire qu'il existe une certaine stabilité de cette source de revenu.

Tiré de Statistique de la culture — Bulletin de service 87-001, vol. 4, n° 6, et indiquant des données préliminaires pour 1979. Les données finales feront partie d'une publication plus élaborée en préparation à l'heure actuelle.)

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Michèle Cardin-Parent (613-593-6862), Section de l'analyse, Sous-division de la culture, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

La population active

En juin, le taux de chômage désaisonnalisé au Canada s'établissait à 7.3% comparativement à 7.1% le mois précédent. Le taux en juin 1980 était de 7.8%. Le taux d'activité désaisonnalisé subissait une faible hausse (0.1) pour se situer à 64.9% en juin. Le ratio d'emploi/population augmentait de 0.1 pour s'établir à 60.2%.

Pour la semaine se terminant le 20 juin 1981, le niveau désaisonnalisé de l'emploi s'établissait à 11,003,000 personnes, soit 21,000 de plus qu'en mai. Le niveau estimatif de l'emploi a augmenté chez les hommes de 15 à 24 ans (+8,000), chez les femmes de 25 ans et plus (+5,000) et chez les hommes de 25 ans et plus (+7,000). Il a peu varié chez les femmes de 15 à 24 ans.

À l'échelle provinciale, le niveau désaisonnalisé de l'emploi s'est accru au Québec (+17,000), en Ontario (+10,000) et en Colombie-Britannique (+13,000). Il a peu varié dans les autres provinces.

Pour obtenir de plus amples renseignements, commander le numéro de juin de La population active (71-001, \$3.50/\$35).

Permis de bâtir

Les projets de bâtiment ont diminué de 17.8% en mai lorsque des permis de construction ont été délivrés pour des travaux estimés à \$1,501.9 millions, au taux désaisonnalisé, comparativement au chiffre record de \$1,826.3 millions en avril. Les secteurs domiciliaire et non-domiciliaire ont tous deux contribué à cette baisse, bien que la construction domiciliaire ait continué d'afficher une certaine vigueur dans la catégorie des maisons unifamiliales. En mai 1980, la valeur de tous les permis était estimée à \$1,045.3 millions.

Durant le mois de mai 1981, des permis domiciliaires ont été délivrés pour \$895.7 millions, soit 12.8% de moins qu'en avril (\$1,027.6 millions). Cette baisse est imputable à la diminution du nombre des maisons individuelles qui ont été autorisées, de 10,205 en avril à 9,500 unités en mai, et celles des logements collectifs, de 9,643 à 7,126 unités.

La valeur des permis non-domiciliaires

durant le mois de mai (\$606.2 millions) a été de 24.1% inférieure à celle d'avril (\$798.7 millions). Cette diminution a été également partagée par les trois catégories de projets: la valeur des projets industriels a baissé de 27.0%, passant de \$170.0 millions à \$124.0 millions en mai; celle des projets commerciaux, 24.0%, de \$493.0 millions à \$375.1 millions; et celle des projets d'initiative publique, 23.3%, de \$135.7 millions à \$107.1 millions.

Les permis de bâtir délivrés au cours des cinq premiers mois de 1981 avaient une valeur totale de \$6.731 milliards, soit 30.0% de plus que ceux délivrés au cours de la même période de 1980 (\$5.176 milliards). La construction domiciliaire qui a été particulièrement active au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest explique en grande partie cet accroissement.

Pour plus de renseignements, commander la livraison de mai de Permis de bâtir (64-001, \$3.50/\$35).

Indice des prix des matières brutes

Avec six composantes en hausse et les deux autres en baisse, l'indice des prix des matières brutes (1977=100) selon les chiffres provisoires de juin 1981 a augmenté de 4.2% par rapport à mai dernier et de 27.7% par rapport à juin 1980.

L'indice d'ensemble des matières brutes, sans le charbon, le pétrole brut et le gaz naturel, a progressé de 1.1% en juin pour dépasser de 7.7% le niveau observé un an auparavant.

Pour le deuxième mois de suite, la composante charbon, pétrole brut et gaz naturel a enregistré la hausse la plus importante, soit 7.6%. Cette poussée était essentiellement due à l'augmentation de 9% du prix du pétrole brut par suite de l'accroissement des taxes d'indemnisation pétrolière et spéciale. Le niveau de l'indice de cette composante dépasse maintenant de 58.3% celui de l'année précédente.

La composante substances végétales, qui avait reculé depuis février 1981, a grimpé de 2.8% en juin pour dépasser de 3.7% le niveau de juin 1980. Ce dernier relèvement mensuel était imputable à la montée de 11% du prix du sucre brut et des légumes frais. Alors que le sucre est en baisse de 45% par rapport au niveau d'il y a un an, les légumes frais sont en hausse de 57% par rapport à juin 1980, surtout en raison du prix élevé de la pomme de terre.

Le blé et les autres céréales ont fléchi de 1% ce mois-ci, mais sont en hausse de 25% sur l'année dernière.

La composante animaux et substances animales a marqué une avance de 1.8% pour dépasser de 14.7% le niveau de juin 1980. Cet essor était essentiellement dû au bond de 19% du prix du porc. La montée du prix du boeuf et du veau (2%) et du mouton et de l'agneau (13%) a également contribué à la croissance de juin.

Ce sont les métaux non ferreux qui ont surtout fléchi, en chutant de 1.1% au cours du mois et de 7.9% au cours de l'année. L'argent (-5%) et l'or (-2%) ont le plus contribué au déclin de cette composante. Les matières ferreuses ont régressé de 0.6% en raison de la tombée du prix de la ferraille d'acier.

Pour plus de renseignements, commander l'édition de juin 1981 de Indices des prix de l'industrie (62-011, \$3.50/\$35).

Indice des prix de vente dans l'industrie

D'après les chiffres préliminaires, l'indice des prix de vente dans les industries manufacturières (1971=100) a atteint 271.9 en juin 1981, une augmentation de 0.9% sur le chiffre révisé de mai 1981 qui était de 269.6. L'indice dépasse actuellement de 11.6% le niveau d'il y a un an. La variation sur douze mois a été de 11% pendant la plus grande partie de l'année. Depuis février, l'accroissement mensuel s'est situé entre 0.7% et 0.9%. Les deux groupes qui ont affiché les plus fortes augmentations sont les importants groupes des industries des aliments et boissons (1.3%) et la fabrication de produits du pétrole et du charbon (5.5%).

L'indice des industries des aliments et des boissons a progressé de 1.3% en juin 1981 pour dépasser de 12.2% le niveau observé un an auparavant. L'indice de l'abattage et du conditionnement des viandes a monté de 4.1%, surtout en raison de l'augmentation de 19.1% du prix du porc frais et congelé et de hausses plus modestes dans le traitement du porc. Le boeuf n'a avancé que de 0.4%. L'industrie de la transformation du poisson a décliné de 1.1% en juin 1981 en raison surtout de la baisse du poisson frais et congelé. La préparation de sucre de canne et de betterave a grimpé de 9.3% en juin 1981, pour la première fois depuis janvier dernier. Les brasseries ont progressé de 1.9% en juin 1981, reflétant la hausse du prix de la bière pression et de la bière en petites bouteilles.

On estime que l'indice pour la fabrication de produits du pétrole et du charbon s'est accru de 5.5% en juin 1981 pour dépasser d'environ 43% le niveau observé un an auparavant. La variation des prix est imputable surtout aux augmentations, totalisant \$2.35 le baril d'huile brute, des prélèvements de l'administration fédérale.

L'indice d'ensemble des activités manufacturières a également été touché par la croissance des industries textiles (1.1%) et des industries du meuble et des articles d'ameublement (0.8%). Les autres groupes n'ont affiché que de légères variations de prix en juin.

Pour plus de renseignements, commander l'édition de juin 1981 de Indices des prix de l'industrie (62-011, \$3.50/\$35).



1010765151

Publications parues du 24 — 30 juillet

	N° de cata- logue	Canada: prix par unité/année	Autres pays: prix par unité/année
AGRICULTURE			
Nombres-indices des prix à la ferme des produits agricoles, mai 1981	62-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
ANALYSES DE CONJONCTURE			
La conjoncture économique, juillet 1981	13-004F	\$2.50/\$25	\$3/\$30
COMMERCE ET SERVICES			
Stocks commerciaux, avril 1981	63-014	\$2.50/\$25	\$3/\$30
COMMERCE EXTÉRIEUR			
Importations, commerce de marchandises, détail des produits, 1980	65-207	\$35	\$42
Sommaire du commerce extérieur, mai 1981	65-001	\$3/\$30	\$3.60/\$36
CONSTRUCTION			
L'industrie des entreprises générales en construction domiciliaire, 1979	64-208	\$6	\$7.20
Logements mis en chantier et parachevés, mai 1981	64-002	\$3/\$30	\$3.60/\$36
Permis de bâtir, avril 1981	64-001	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
ÉDUCATION, SCIENCES ET CULTURE			
Statistique de la culture, bibliothèques des universités et des collèges du Canada, 1978-79	87-652	\$6	\$7.20
Traitements et échelles de traitement des enseignants à plein temps des universités canadiennes, 1980-81	81-258S	gratuit	
FINANCES DES ENTREPRISES			
Caisses d'épargne et de crédit, 1979	61-209	\$7	\$8.40
Institutions financières, statistique financière, premier trimestre 1981	61-006	\$7.50/\$30	\$9/\$36
Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, Partie II — Syndicats ouvriers, supplément, rapport de 1979	71-202S	gratuit	
FLUX FINANCIERS ET ENTREPRISES MULTINATIONALES			
Voyages internationaux — Renseignements préliminaires, mai 1981	66-002	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET PRIMAIRES			
Fabricants de gros appareils (électriques ou non), 1979	43-204	\$4.50	\$5.40
Fabrication de bijouterie et d'orfèvrerie, 1979	47-211	\$4.50	\$5.40
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, juin 1981	44-004	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Livraisons à la manufacture de feuilles ornementales stratifiées sous haute pression, trimestre terminé en juin 1981	47-005	\$2.50/\$25	\$3/\$30
Production et disposition des produits du tabac, juin 1981	32-022	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Production et livraisons de carreaux et dalles pour sols, juin 1981	47-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Production et stocks de fromage fondu et de poudre de lait écrémé instantané, juin 1981	32-024	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Production mensuelle de boissons gazeuses, juin 1981	32-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Situation du sucre, juin 1981	32-013	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Statistique de l'énergie électrique, avril 1981	57-001	\$2.50/\$25	\$3/\$30
PRODUIT INDUSTRIEL			
Indices du produit intérieur réel par industrie, avril 1981	61-005	\$3/\$30	\$3.60/\$36
REVENU ET DÉPENSES DES CONSOMMATEURS			
Estimations du revenu dans les secteurs infraprovinciaux, 1976	13-576	\$6	\$7.20
SANTÉ			
La statistique de l'hygiène mentale, Volume III, installations, services et finances des établissements, 1978-79	83-205	\$6	\$7.20
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS			
BULLETINS DE SERVICE			
Communications, vol. 11, n° 3, Statistique de la télédistribution, 1980	56-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Transport par eau, vol. 11, n° 5, Navigation nationale: marchandises embarquées et débarquées par des navires immatriculés à l'étranger, 1980	54-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
TRAVAIL			
Estimations du revenu du travail, janvier-mars 1981	72-005	\$5/\$20	\$6/\$24